

GARONA

Société par actions simplifiée au capital de 2 000 euros

Siège social : 30, rue des Frênes – 32600 PUJAUDRAN

831 740 220 RCS AUCH

PREAMBULE AUX STATUTS

Le soussigné :

Monsieur Jonathan FABRE

Né le 28 juin 1994 à TOULOUSE (31)

Demeurant 30, rue des Frênes à PUJAUDRAN (32600)

A arrêté aux termes de ses délibérations en date du 16 février 2026, les statuts de la société sous sa nouvelle forme par actions simplifiée (SAS), ainsi qu'il suit,

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous signature privée en date à Colomiers du 02 août 2017.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée suivant décision de l'associé unique en date du 19 février 2026.

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger, directement ou indirectement, soit en son nom et pour son propre compte, soit en participation, sous quelque forme que ce soit, soit pour le compte de tiers :

- L'exploitation d'une salle de sport dont notamment les activités de fitness, d'aérobic, de stretching, de renforcement musculaire, de musculation, de détente, de sauna, de relaxation et les différents arts martiaux ainsi que les activités connexes telles que l'organisation ou la participation à des cérémonies ou manifestations sportives, la vente de prestations de coaching, de matériel de sport (machines, vêtements, accessoires) et de compléments alimentaires.

- Les activités de holding : prise de participation et gestion de titres. La prise de participation, directe ou indirecte, sous toute forme, notamment par souscription ou acquisition de toutes valeurs mobilières, droits sociaux, parts ou titres, cotés ou non cotés, dans toutes sociétés ou entreprises, existantes ou à créer, quel que soit leur objet ou leur forme. La gestion, l'administration, la mise en valeur et la cession de ce portefeuille de participations et de tous placements financiers de toute nature. Le cas échéant, l'animation du groupe qu'elle constitue avec ses filiales, contrôlées directement ou indirectement, par sa participation active à la conduite de la politique du groupe et au contrôle de ses filiales et à ce titre, la définition, la mise en œuvre et la gestion d'une politique ou stratégie générale de groupe, ainsi que la fourniture de prestations de direction générale, administrative, comptable, juridique, financière, informatique, commerciale ou technique au profit des sociétés dans lesquelles la Société détient une participation. La réalisation de toutes opérations de trésorerie intragroupe, y compris prêts, avances, centralisation, ainsi que la souscription de toutes garanties ou sûretés.

- Les activités de conseil et d'intermédiation : Toutes prestations de conseil, d'expertise, d'assistance et d'accompagnement auprès d'entreprises privées, d'organismes publics ou parapublics, notamment en matière de gestion des affaires, stratégie, développement commercial, marketing, organisation, technique ou administrative. L'activité d'intermédiaire de commerce et d'apporteur d'affaires.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, ainsi que par comptes courants ou prêts d'associés, à court terme ou à long terme, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements.

La gestion de toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, ou opérations commerciales ou industrielles, et généralement, toutes opérations quelconques, de quelque nature que ce soit, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, pouvant favoriser son extension ou son développement, ou de nature à conserver son patrimoine.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination de la Société reste : **GARONA**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé **30, rue des Frênes à PUJAUDRAN (32600)**.

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou encore par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

A la constitution, les apports suivants ont été réalisés :

Lors de la constitution, il a été fait apport par l'associé unique, d'une somme de DEUX MILLE (2.000,00 €) en numéraire intégralement déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société, alors, en formation à la Banque BNP PARIBAS, Agence de COLOMIERS (31).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social reste fixé à la somme de **Deux mille euros (2 000,00 euros)**.

Il est divisé en **200 actions de 10 euros** chacune, intégralement libérées.
Toutes les actions sont de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, prévus par la loi.
Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser l'augmentation de capital correspondante. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues par les dispositions des présents statuts.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Les personnes non associées qui souscrivent à une augmentation de capital doivent être agréées les conditions et modalités d'exercice sont précisées à l'article 11-3-2 des présents statuts.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues par les dispositions des présents statuts et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues par les présents statuts peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

11-1. Généralités

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de QUINZE JOURS suivant mise en demeure infructueuse, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

11-2. Transmission des actions de l'associé unique

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de l'éventuelle communauté de biens existant entre l'associé unique, personne physique, et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des actions est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les actions sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit, légataires et/ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

11-3. Transmission des actions en cas de pluralité d'associés

○ **11-1 : Agrément des cessions**

L'associé cédant doit notifier son projet au Président en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée. En outre, sera jointe à ce projet une lettre de confort d'un établissement financier confirmant que le candidat acquéreur dispose des moyens financiers nécessaires pour réaliser l'opération. Cette notification vaut offre ferme de cession aux prix et conditions indiqués.

Le tout, sauf dispense expresse et unanime des coassociés du cédant.

- La cession ou transmission de titres et de valeurs mobilières donnant accès au capital, à titre gratuit ou onéreux, **entre ASSOCIES** est libre.

- La cession ou transmission, à titre gratuit ou onéreux, par un associé, de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à UN TIERS NON ASSOCIE, est soumise à **l'agrément préalable** de la collectivité des associés délibérant aux conditions de majorité fixées par les présents statuts, compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Cependant, les titres de l'associé décédé ne seront pas pris en compte pour le calcul du quorum et de la majorité requise.

L'agrément quand il existe, concerne toute opération à titre gratuit (y compris par décès) ou onéreux, entraînant transfert de la propriété ou de la propriété démembrée des actions quelle qu'en soit sa qualification, y compris, celle qui emporte transmission universelle du patrimoine (fusion, scission).

L'agrément s'applique aux cessions de droit d'attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices ou réserves ou primes d'émission ou de fusion.

En cas d'augmentation de capital par émission d'actions nouvelles, la transmission des droits est soumise à agrément dans les mêmes conditions que celles prévues pour les cessions d'actions. Il en est de même des renonciations aux droits de souscription faites au profit de personnes dénommées.

L'agrément est aussi applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la société donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir, à tout moment ou à terme, des actions de la société.

Décès d'un associé : Pour l'exercice de leurs droits, les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité et de leur qualité héréditaire, la société pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités. Ils doivent enfin justifier de la désignation du mandataire commun, chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision.

Tant que subsiste une indivision successorale, les actions qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé.

Tout acte de partage est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit doit notifier à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de **QUATRE MOIS** de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément total. De convention expresse entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de SIX MOIS à compter du décès, demander au juge des référés du lieu du siège social de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage, et ainsi aux héritiers, de présenter le ou les attributaires des actions à l'agrément.

Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

Dans tous les cas de non-agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les actions de l'héritier ou ayant droit non agréé.

Les demandes, réponses, avis et mises en demeure prévus dans le cadre de la procédure d'agrément sont faits par tout moyen écrit avec preuve de réception, (courriels avec accusé de réception, lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par acte extra-judiciaire, courrier remis en main propre contre décharge...).

Les associés statuent dans les **QUATRE VINGT DIX JOURS** suivant la notification par l'associé cédant au Président de son projet, ou de la notification de l'acte de partage.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au demandeur par lettre recommandée. Cette notification peut également être remise au cédant, par tous moyens écrits, remis en main propre à l'intéressé, contre émargement ou récépissé ou encore par courriel, avec accusé de réception

Le consentement à la cession est réputé acquis, si la Société n'a pas fait connaître sa décision :

- dans le délai de **SIX MOIS** à compter de la notification au Président par l'associé cédant de son projet,
- ou encore dans le délai convenu ci-dessus au cas de **décès**.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de TROIS MOIS à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

Il appartient au Président de consulter les associés selon les modalités les plus opérantes. En cas de pluralité de candidatures, la répartition entre les associés acheteurs des actions sera effectuée par le président proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leur demande.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Les délais ci-dessus seront prolongés du temps nécessaires à l'expert pour effectuer sa mission, celui-ci devant cependant rendre ses conclusions dans un délai de trois mois à compter de sa nomination.

Si, à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le cédant n'ait renoncé à son projet si la nature de l'opération le permet. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

En cas d'acquisition par la société ou en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le demandeur devenu cédant sera invité par le Président à signer l'ordre de mouvement correspondant dans le bref délai qu'il fixera. A défaut de signature dans le délai imparti, la cession sera réalisée d'office par signature de ce document par le Président, puis sera notifiée au cédant avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession.

En cas d'acquisition par la société de ses propres actions, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de SIX MOIS ou de les annuler et donc, dans ce cas, de procéder à une réduction de capital sans qu'il y ait lieu de suivre la procédure d'offre de rachat équivalent à tous les associés, l'opération ne portant que sur les actions offertes à la cession par le cédant.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions ou transmissions, qu'elles interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux de leur vivant, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Les présentes dispositions peuvent être supprimées ou modifiées par la collectivité des associés dans les conditions de quorum et de majorité fixées par les présents statuts.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

Pour l'ensemble des notifications prévues au présent article, il s'agira de retenir la date de première présentation de l'acte de notification pour décompter les délais.

○ 11-2 Location des actions

La location des actions est interdite.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente, sauf décision unanime des associés exprimé dans un acte, qui fixerait une proportion différente.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'un **usufruit**, le nu-propiétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le titulaire du droit de vote. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier, quelle que soit la nature de la décision.

Toutefois, le nu-propiétaire et l'usufruitier peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote, sans toutefois pouvoir priver l'usufruitier de son droit à voter les décisions concernant l'affectation des bénéfices. La convention ainsi établie, est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

ARTICLE 14 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

14-1 : Désignation

Le Président est désigné ou renouvelé par l'associé unique ou par décision collective des associés prise aux conditions de majorité fixée par les présents statuts.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

14-2 : Durée des fonctions

Le Président est nommé avec ou sans limitation de durée. Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée TROIS MOIS avant la date d'effet de ladite décision, lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés ou par l'associé unique qui aura statué sur le remplacement du Président démissionnaire.

14-3 : Révocation

Le Président peut être révoqué à tout moment, pour un juste motif, sans indemnisation, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés aux conditions de quorum et de majorité fixées par les présents statuts, en ce compris le droit de vote attaché aux actions détenues par le Président.

La révocation intervenue sans juste motif peut donner lieu à réparation du préjudice éventuellement subi.

La proposition de révocation devra émaner d'au moins la moitié en nombre des associés. Le Président doit être mis en mesure de présenter ses observations avant que la décision de révocation ne soit prise.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- exclusion de sa qualité d'associé de la Société,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,

Toute révocation irrégulière sera déclarée nulle et sans effet.

En outre, le président est révocable par décision de justice pour cause légitime, à la demande de tout associé.

14-4 : Rémunération

Le Président pourra percevoir une rémunération au titre de ses fonctions, laquelle sera fixée et modifiée par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés. Elle pourra être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires. Elle peut encore être fixée par convention si le Président est une personne morale.

Outre cette rémunération, il sera remboursé, sur justificatifs, des frais qu'il exposera dans l'accomplissement de ses fonctions.

14-5 : Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts, ou de tout acte séparé, limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

En outre, si un ou plusieurs Directeurs Généraux sont nommés à ses côtés, dans le cadre du partage de leurs pouvoirs internes, l'administration de la société est réservée en priorité au Président qui, ainsi:

- Etablit et arrête les documents de gestion prévisionnelle et rapports y afférents ;
- Etablit et arrête les comptes annuels ainsi que les autres documents à présenter à l'approbation de la collectivité des associés en application des dispositions légales et réglementaires ;
- Prépare les décisions collectives des associés ou le cas échéant, de l'associé unique, et à ce titre, examine et approuve les projets de décisions qui lui seront soumises.

ARTICLE 15 - DIRECTEUR GÉNÉRAL

15-1 : Désignation

Le Président peut nommer une ou plusieurs personnes physiques ou morales, chargée de l'assister le Président en qualité de Directeur Général.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général, personne physique, peut être lié à la Société par un contrat de travail, à condition qu'il corresponde à un emploi effectif.

15-2 : Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, son mandat est renouvelable sans limitation, mais ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés ou de l'associé unique.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision au Président, par lettre recommandée adressée TROIS MOIS avant la date d'effet de ladite décision, lequel pourra être réduit lors de la décision du Président qui nommera un nouveau Directeur Général en remplacement du Directeur Général démissionnaire.

15-3 : Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, pour juste motif, sans indemnisation, par décision du Président ; le Directeur Général devra être mis en mesure de faire valoir son point de vue dans le cadre d'un débat assurant la contradiction.

La révocation intervenue sans juste motif peut donner lieu à réparation du préjudice éventuellement subi.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- exclusion de sa qualité d'associé de la Société,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale.

En outre, le Directeur Général est révocable par décision de justice pour cause légitime, à la demande de tout associé.

15.4 : Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination, ou par décision ultérieure. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires. Elle peut encore être fixée par convention si le Directeur Général est une personne morale.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

15.5 : Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs de direction et de représentation de la société que le Président. Il assiste le Président auquel il reste cependant subordonné.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf décision contraire prise dans l'acte de nomination.

En cas d'empêchement temporaire, décès, démission ou révocation du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la désignation du nouveau Président qui met fin à ses fonctions.

Il provoque la réunion des associés chargés de nommer un nouveau Président, auxquels il peut soumettre sa candidature.

Il ne pourra déléguer ses pouvoirs, par mandats spéciaux et temporaires, que sur autorisation spéciale du Président.

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le ou les Directeurs Généraux disposent du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective délibérant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Si la Société remplit les conditions légales et réglementaires, le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes désignés par décision collective des associés, en application de l'article L. 823-1 du Code de commerce, et tous autres textes en vigueur. Cette désignation est facultative dans les autres cas.

Les commissaires aux comptes exercent leur fonction dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 18 - REPRÉSENTATION SOCIALE

Les membres de la délégation du personnel du Comité Social et Economique (CSE), s'il en existe un, exercent leurs droits prévus les dispositions du Code du travail, auprès du Président de la société ou, sur délégation de celui-ci, auprès du Directeur Général, qui est l'interlocuteur du CSE pour l'informer des orientations de l'activité de la société et des affaires concernant sa bonne marche.

A cette fin, celui-ci fixe les réunions avec les délégués du CSE dont il détermine la fréquence et l'objet en fonction de l'importance particulière des points concernés. Il a tous pouvoirs pour fixer les modalités de ces réunions.

A l'occasion de ces réunions, les délégués du CSE peuvent, conformément à la loi, soumettre les vœux du Comité, lesquels donneront lieu à un avis motivé par le Président ou le Directeur Général.

Le Comité Social et Economique (CSE) doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

ARTICLE 19 - DÉCISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- augmentation des engagements des associés,
- agrément des cessions et transmission d'actions,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- modification des statuts, sous réserve des dispositions particulières relatives au transfert du siège social,
- et décisions auxquelles les statuts et la loi attribuent compétence exclusive à la collectivité des associés.

Toutes autres décisions, y compris les modifications statutaires autres que celles visées ci-dessus, relèvent de la compétence du Président et, le cas échéant, du Directeur Général, s'il est nommé, sous réserve des limitations de pouvoirs fixées par les statuts ou par acte séparé.

Si la société ne comporte qu'un seul associé, ce dernier, exercera les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

ARTICLE 20 – FORME ET MODALITES DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Au cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de l'auteur de la convocation et en priorité par le Président, en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous signature privée, signé par tous les associés.

Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique dans les conditions fixées par les lois et règlements.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 21 - CONSULTATION ÉCRITE

En cas de consultation écrite, chaque associé reçoit, dans les formes écrites que l'auteur de la consultation considérera mieux adaptées, un bulletin de vote portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze jours à compter de la date de réception du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social, dans les formes écrites indiquées par le Président, sous réserve que les moyens utilisés assurent le résultat du vote, et le respect des délais impartis.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Toute abstention vaudra rejet sur première consultation.

Sur deuxième consultation, les abstentions sont exclues du décompte.

Dans les huit jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

Si ces moyens sont autorisés, l'associé ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique, lié au transfert d'une télécopie ou d'un message électronique, ces supports n'étant que des moyens destinés à faciliter l'expression de son vote.

Si le Président l'autorise sous sa responsabilité, pour un ou plusieurs associés dénommés, le droit de vote peut être exprimé par courrier électronique sous réserve de l'utilisation d'un logiciel de cryptage assurant une parfaite sécurisation des votes.

ARTICLE 22 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La décision de consulter les associés appartient en priorité au Président, ou à tout autre dirigeant de la société (Directeur Général, Directeur Général Délégué s'ils existent).

Un ou plusieurs associés représentant au moins 25 % (vingt-cinq pour cent) des droits de vote ont la faculté de demander la consultation des associés aux dirigeants, et en priorité au Président, qui ne pourront refuser. Au cas de carence ou de négligence de ces derniers et/ou après mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti dans la demande de consultation, ce ou ces associés pourront y procéder eux-mêmes. La demande doit être accompagnée du texte du projet de résolution, d'un bref exposé des motifs.

Un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant 5 % (cinq pour cent) au moins des droits de vote ou à la demande du comité social et économique en cas d'urgence, pourra également provoquer la consultation des associés (Art L.225-103). La demande doit être accompagnée du texte du projet de résolution, d'un bref exposé des motifs.

Enfin, si l'intérêt social de la société l'exige, le Commissaire aux Comptes pourra procéder à la consultation des associés, en cas de carence ou de négligence des dirigeants et des associés, et après mise en demeure par celui-ci (par tout moyen de communication écrite, y compris par courriel) restée infructueuse dans le délai qu'il aura imparti.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite, y compris par courriel, **HUIT jours** au moins avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion. Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie ou courriel.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé, et équivaut en conséquence à un rejet des décisions soumises au vote.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2017-1416 du 28 septembre 2017, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Lors de chaque assemblée, une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de droits de vote dont il dispose, est établie et certifiée par le président de séance après avoir été émargée par les associés présents et les mandataires. Y sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire.

Toutefois, lorsque l'assemblée se tient exclusivement par visioconférence ou par des moyens de télécommunication, l'émargement par les associés n'est pas requis.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres. A défaut, le Président remplit ses fonctions.

ARTICLE 23 - RÈGLES D'ADOPTION DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des présents statuts, les décisions collectives sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant **plus de la moitié des actions (soit 50% + 1)** composant le capital social et ayant droit de vote.

Pour le calcul de cette majorité, il convient de tenir compte, s'il en existe, des suppressions ou limitations du droit de vote ainsi que, éventuellement, des droits de vote double, s'il existe.

L'abstention lors d'un vote équivaut à un rejet de la décision.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur des questions ayant fait l'objet de la première consultation.

La deuxième assemblée peut être reportée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Au cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

ARTICLE 24 - PROCÈS-VERBAUX DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 25 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIÉS

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés fera l'objet d'une information préalable, au plus tard concomitamment à la consultation écrite par correspondance, ou 3 jours ouvrés au moins avant la date de l'acte ou de la réunion de l'assemblée, comprenant :

Pour toutes consultations, hors la consultation annuelle :

- L'ordre du jour,
- Le texte des résolutions,
- Et à première demande faite par l'associé au Président, par tous moyens écrits contre émargement, réceptionné ou accusé de réception, les rapports qui seraient établis par le Président, notamment en application de la loi, et le cas échéant, par le Commissaire aux comptes de la société ou ceux des commissaires nommés spécialement pour l'opération sur laquelle les associés doivent statuer,

Pour la consultation annuelle :

- les documents ci-dessus et,
- en vue de leur approbation, les comptes annuels (bilan et compte de résultat et le cas échéant, annexe légale), et s'ils sont établis en vertu d'une obligation légale, les comptes consolidés ; et à première demande faite par l'associé au Président par tous moyens écrits contre émargement, réceptionné ou accusé de réception, le rapport sur les conventions réglementées de l'exercice écoulé, établi par le Président ou le commissaire aux comptes de la société s'il est nommé.

ARTICLE 26 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **1er JANVIER** et finit le **31 DECEMBRE**.

Par exception, le premier exercice a commencé à courir le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés pour se terminer le **31 décembre 2018**.

ARTICLE 27 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Dans les **neuf mois** de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu des documents imposés par les dispositions légales. Ce délai est réduit à **six mois**, en présence d'un associé unique, le tout sauf disposition légale contraire.

ARTICLE 28 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le **BENEFICE DISTRIBUABLE** est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti, entre tous les associés :

- Proportionnellement à leurs droits dans le capital,
- Ou bien, sur décision unanime des associés exprimé dans un acte (procès-verbal de délibération, par exemple), dans une proportion différente, sans pour autant priver un ou plusieurs associés de la totalité de son droit aux dividendes et aux bénéfices.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou encore imputées sur les comptes de réserves, s'il en existe.

ARTICLE 29 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Associé Unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'Associé Unique ou des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 30 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'Associé Unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

À défaut, si le capital social est supérieur au seuil fixé par la réglementation, la Société devra réduire son capital pour le ramener à une valeur inférieure ou égale à ce seuil en disposant d'un nouveau délai expirant à la clôture du deuxième exercice suivant celui fixé pour le terme du premier délai de régularisation.

Dans tous les cas, la décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 31 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 32 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Associé Unique ou par la collectivité des associés.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'Associé Unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions ou bien, sur décision unanime des associés exprimé dans un acte (procès-verbal de délibération, par exemple), dans une proportion différente, sans pour autant priver un ou plusieurs associés de la totalité de son droit.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'Associé Unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société entre les mains de l'Associé Unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 33 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Statuts rédigés et adoptés par décision de l'associé unique en date du 19 février 2026

De convention expresse valant convention sur la preuve, le soussigné est convenu, si ce moyen devait être retenu en lieu et place d'une signature en présentiel, de signer électroniquement les présentes par la biais du service « jesignexpert » en s'accordant pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que leur signature manuscrite et pour conférer date certaine à elle attribuée à la signature des présentes par le service. Le soussigné reconnaît qu'il a reçu toutes les informations requises pour la présente signature électronique et renonce par conséquent à toute demande d'indemnisation et/ou action en justice afin de remettre en cause la fiabilité de ce système de signature électronique et/ou son intention de conclure les présentes. En outre, conformément aux dispositions de l'article 1375 du Code Civil, l'obligation de remise d'un exemplaire original papier aux soussignés n'est pas nécessaire comme preuve de leurs engagements et obligations. La remise d'une copie électronique des présentes constitue une preuve suffisante et irréfutable de ses engagements et obligations nés aux termes des présentes

L'Associé Unique
Jonathan FABRE

Signé par Jonathan FABRE
Le 20 févr. 2026